COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 28 Juillet au 03 Août 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Coopération 3

- Forum Économique - 11e édition à Madagascar : Favoriser la coopération entre les iles et l'Afrique
- Air Austral, Air Madagascar & Kenya Airways join forces
- [VIDÉO] 11e Forum économique des îles de l'océan Indien : le rendez-vous est pris à Antananarivo
- 11ème Forum Économique des îles de l'Océan Indien : La Réunion sera bien représentée
- Un forum économique des îles de l'océan Indien en septembre
- Forum économique à la Chambre de commerce : Les îles de l'océan Indien à la conquête du marché africain
- Le forum économique de l'océan Indien se prépare

1.2 Énergie Renouvelable 13

- Regional energy experts set to meet in Kenya on sustained markets
- Harmonized Regulatory Frameworks Key to Vibrant Regional Energy Market
- African economic blocs in Sh819m energy pool deal
- Les entreprises aux Seychelles visent à réduire l'utilisation des combustibles fossiles dans une nouvelle initiative
- Programme Régional d'Efficacité Énergétique : Les entreprises Seychelloises séduites par le projet pilote d'efficacité énergétique

1.3 Sécurité Alimentaire 24

- COI-Madagascar : le programme Presan à la loupe

1.4 Sécurité Maritime 25

- War on Indian Ocean piracy cost Sh140 billion last year

le mauricien

26 Juillet 2018

http://www.lemauricien.com/

FORUM ÉCONOMIQUE | 11e édition à Madagascar

Favoriser la coopération entre les îles et l'Afrique

Les acteurs économiques, les représentants de gouvernement et d'institutions de financement se retrouveront à Madagascar du 26 au 27 septembre prochain pour la 11e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI). Organisée conjointement par l'Union des Chambres de Commerce des îles de l'océan Indien (UCCIOI) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tana, le forum, qui bénéficiera du soutien de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Union européenne, mettra l'accent sur les possibilités de coopération entre les îles de la sous-région et le continent africain.

« *Avec des perspectives de croissance plus encourageantes pour les prochaines années, les intérêts des entreprises de l'océan Indien pour les marchés du grand continent ne cessent de croître* », soulignent l'UCCIOI et la CCI de Tana. Celle-vis veulent mettre à profit les réseaux de partenaires afin d'encourager la participation d'opérateurs économiques du continent africain au prochain forum. Lors d'une conférence de presse tenue mardi au siège de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI) en vue de sensibiliser les opérateurs économiques à participer au FEIOI, Noro Andriamamonjiarison, président de la CCI de Tana, a déclaré que le forum visait à optimiser la synergie entre les économies des îles de l'océan Indien et « *qu'il permet aux participants de passer en revue la coopération institutionnelle, d'évoquer le partage de bonnes pratiques en matière de gouvernance des affaires et de construire un espace de dialogue* ». Se référant au thème principal du forum, Noro Andriamamonjiarison a fait ressortir « *qu'il est temps de tisser des liens entre l'océan Indien et le continent africain, de faciliter des partenariats et d'attirer des investisseurs du continent dans notre région.* »

Pour les organisateurs, « *le forum offrira l'opportunité de traiter de questions conditionnant la coopération entre les acteurs de nos économies insulaires et ceux du continent* ». Le rendez-vous de Tana permettra d'évoquer, entre autres, la performance logistique, la stratégie régionale de conquête de nouveaux marchés, la structuration de l'offre des économies de l'océan Indien, la sécurisation des affaires et l'intelligence économique. Des rencontres professionnelles (B to B) sont aussi prévues en vue de faciliter la création de relations d'affaires entre opérateurs économiques. La CCI de Tana a prévu d'organiser parallèlement au FEIOI le Salon VOATRA, une exposition-vente qui en sera à sa 5e édition et dont l'objectif est de mettre en valeur les produits et savoir-faire des PME innovantes.

L'UCCIOI et la CCI de Tana espèrent réunir plus de 200 acteurs privés et publics pour le onzième forum. Elles rappellent que les précédentes éditions ont débouché sur divers projets de coopération dont la mise en place d'une plate-forme régionale d'arbitrage des litiges commerciaux, le lancement de l'association îles Vanille (tourisme), une collaboration poussée sur la question de la sécurité maritime, l'élaboration d'une stratégie pour le développement de l'économie océanique, des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

L'UCCIOI, la CCI de Tana, la MCCI et la COI reconnaissent qu'il y a encore beaucoup à faire pour améliorer les échanges commerciaux et l'investissement entre les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien. L'amélioration de la connectivité maritime demeure une des préoccupations majeures des acteurs économiques de la région.

27 Juillet 2018

http://atwonline.com/airports-routes/air-austral-air-madagascar-kenya-airways-join-forces

Air Austral, Air Madagascar & Kenya Airways join forces

La Réunion-based Air Austral and Air Madagascar have signed an MOU with SkyTeam member Kenya Airways to lay the foundation for a new partnership and boost their presence in Africa and the Indian Ocean.

The three airlines have committed to develop codeshare agreements, increase connectivity options, and offer a wider choice of services. The carriers believe that all three hubs—Nairobi (Kenya), Antananarivo (Madagascar) and Saint Denis de La Réunion—are well positioned to implement new connections between the Indian Ocean and the African continent.

Air Austral CEO Marie-Joseph Malé said the agreement is a "huge step forward in the implementation of a strategic partnership with Air Madagascar." This new strategy was established from the outset of a business recovery plan for Air Madagascar. In November 2017, Air Austral finalized an agreement with Air Madagascar that saw it take a 49% stake in the Antananarivo-based carrier, on the condition that Madagascan authorities would clear the airline's debts and improve airport infrastructure on the island.

"This partnership is consistent with Kenya Airways' strategy to improve its network efficiency and grow through partners while focusing on the high yield corporate and leisure segments," Kenya Airways Group MD and CEO Sebastian Mikosz said.

Air Madagascar CEO Rolland Besoa Razafimaharo said, "The milestones of the consolidation and development of our respective presence in the Africa and Indian Ocean Zone have been set; the next step is now to explore the different possible synergies between our three companies in various fields, such as fleet, maintenance, training and cargo …"

However, Air Mauritius is also looking to form an alliance with Kenya Airways and South African Airways as rising fuel prices and exchange rate

fluctuations create pressure on the Indian Ocean-based carrier, CEO Somas Appavou told *ATW* in June. He said the yet-to-be named venture would be the first African airline alliance, which could be in place by September, at the latest.

Even with these new ventures, the existing Vanilla Alliance, which was established in 2015 by the Indian Ocean Commission (IOC) airlines, is expected to remain in force. The alliance—comprising Air Austral, Air Madagascar, Air Seychelles and Air Mauritius—was created to improve air services between IOC member states and provide international connectivity to the region.

Kurt Hofmann

[VIDÉO] 11e Forum économique des îles de l'océan Indien : le rendez-vous est pris à Antananarivo



Le 11e Forum économique des îles de l'océan Indien se tiendra cette année-ci à Antananarivo à Madagascar, du 26 au 28 septembre prochain. Cet événement annuel porté depuis 2005 par l'Union des Chambres de Commerce des îles de l'océan Indien avec le soutien de la Commission de l'Océan Indien et l'Union européenne a pour but de faciliter les relations d'affaires entre les îles de l'océan Indien.



Posted by Axelle Ramdeal
Plus de détails avec Urvashi Beekarry Bhunjun.

11ème Forum Économique des îles de l'Océan Indien : La Réunion sera bien représentée





C'est à Madagascar dans le Village VOARA-ex Francophonie d'Antananarivo qu'aura lieu la prochaine édition forum économique des Îles de l'Océan Indien.

Elle aura lieu du 26 au 28 Septembre 2018 qui va réunir plus de 200 acteurs privés et publics de l'Océan Indien et de l'Afrique pour développer des réseaux d'affaires et contribuer à définir les priorités de demain en matière économique.

PROGRAMME DU FORUM :

– Des ateliers sur l'externalisation des entreprises : Conquête de marchés extérieurs, sécurisation du climat des affaires, intelligence économique, arbitrage et médiation, logistique et développement international

– Des rencontres B2B avec des acteurs de l'océan Indien et de l'Afrique

UNE GRANDE OPPORTUNITÉ POUR LES ENTREPRENEURS LOCAUX

Comme le relève notre confrère de midi-madagasikara, c'est un événement qui marquera davantage la volonté fédératrice des acteurs et opérateurs économiques à mieux harmoniser les affaires dans la zone pour plus d'efficacité et de valeurs ajoutées. Cet évènement, porté depuis 2005 par l'Union des Chambres de Commerce des Iles de l'Océan Indien (UCCIOI)

avec le soutien de la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Union européenne a une visée de facilitation des affaires, d'après la CCIA.

En marge de cette grande rencontre se tiendra la 5e édition du salon « Voatra », foire de la créativité connue par ses apanages de soutien aux innovations des entrepreneurs locaux et des Micro Entreprises Rurales (MER). « Les savoirs et savoir-faire de la Région Analamanga avec ses huit districts et ceux des autres régions de Madagascar ainsi que leurs richesses et leurs diverses potentialités seront au rendez-vous », a indiqué la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA), organisatrice de ces événements.

Un forum économique des îles de l'océan Indien en septembre



image article

COMMERCE. Du 27 au 29 septembre prochains se tiendra à Antananarivo le 11e forum économique des iles de l'océan Indien autour de la thématique "Coopération océan Indien – Afrique continentale". Organisé par l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie des Îles de l'océan Indien (UCCIOI), ce forum se décrit comme un rendez-vous pour les entreprises de la zone qui souhaitent développer leurs affaires. Lieu de débats, échanges et réflexions sur les enjeux de la zone, le forme a comme objectifs de développer les relations d'affaires dans la région océan Indien pour une "croissance inclusive et auto-entretenue" de la zone géographique.

Mais pas seulement, puisque l'UCCIOI souhaite repenser les coopérations institutionnelles et interentreprises, partager les bonnes pratiques et co-construire un espace de dialogue entre les acteurs de développement.

Pendant les trois journées, les organisateurs ont prévu des ateliers et sessions plénières. Également au programme, la tenue du salon Voatra par la CCI Antananarivo qui mettra en avant le savoir-faire de la région d'Analamanga et de ses 8 districts. À noter que des rencontres BtoB sont au programme entre porteurs de projets et partenaires potentiels sur la zone océan Indien.

Forum économique à la Chambre de commerce : Les îles de l'océan Indien à la conquête du marché africain



Le 11ème Forum économique des îles de l'océan Indien se tiendra du 26 au 28 septembre 2018 à Antananarivo à Madagascar.

Cet événement était présenté ce lundi aux entreprises réunionnaises ce lundi 30 juillet à la chambre de commerce et d'industrie de La Réunion (CCIR).

Tous les ans depuis 2005, l'Union des Chambres des îles de l'océan Indien (l'UCCIOI) soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne organise le Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI).

"C'est un espace où nous dialoguons et faisons des affaires parce que nous organisons des rencontres Be to Be pour les entreprises de la zone indiaocéanique, qui ont alors des opportunités de se connaître, d'échanger, de débattre, de signer des partenariats et puis, cet espace d'échanges où nous allons inviter la partie publique de la zone océan Indien sous l'égide de la Commission de l'océan Indien à venir débattre sur des thématiques qui préoccupent les chefs d'entreprises" explique Pascal Plante, le vice-président de la CCIR et président de l'UCCIOI.

Au cours de ces 3 jours, les chefs d'entreprise travailleront sur diverses problématiques rencontrées par les chefs d'entreprise et notamment sur la conquête du marché africain qui est le thème-phare de cette manifestation.

Cette année, il y aura le lancement de la plateforme business numérique, une initiative née à la demande des chefs d'entreprise de la zone de se rencontrer par le biais du net et d'échanger sur leurs pratiques.

D'autre part, cette rencontre indiaocéanique se tiendra sur le même site que la 5ème édition du salon de la créativité Voatra, une manifestation qui met en avant les savoirs et savoir-faire des entreprises de la région Analamanga dont le chef-lieu est Antananarivo. Cette année, les entreprises des autres territoires de l'océan Indien pourront elles aussi promouvoir leurs services et produits.

Depuis que le FEIOI existe, il y a eu la signature d'un partenariat avec la COI, la création de l'Association des ports de l'océan Indien. L'association Îles Vanille est aussi née du souhait de rendre la région océan Indien plus visible en faisant travailler les opérateurs du tourisme de chacun des territoires.

L'Express DE MADAGASCAR

01 Août 2018

https://www.lexpressmada.com/01/08/2018/commerce-le-forum-economique-de-locean-indien-se-prepare/

Le forum économique de l'océan Indien se prépare

Du 26 au 28 septembre prochains se tiendra à Antananarivo le 11e forum économique des iles de l'océan Indien autour de la thématique coopération océan Indien – Afrique continentale. Organisé par l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie des îles de l'océan Indien (UCCIOI), ce forum se décrit comme un rendez-vous pour les entreprises de la zone qui souhaitent développer leurs affaires. Lieu de débats, échanges et réflexions sur les enjeux de la zone, le forum a comme objectifs de développer les relations d'affaires dans la région océan Indien pour une croissance inclusive et auto-entretenue de la zone géographique.

Mais pas seulement, puisque l'UCCIOI souhaite repenser les coopérations institutionnelles et interentreprises, partager les bonnes pratiques et construire un espace de dialogue entre les acteurs de développement. Pendant les trois journées, les organisateurs ont prévu des ateliers et sessions plénières. …également au programme, la tenue du salon Voatra par la CCI Antananarivo qui mettra en avant le savoir-faire de la région d'Analamanga et de ses huit districts. À noter que des rencontres BtoB sont au programme entre porteurs de projets et partenaires potentiels sur la zone océan Indien.

© JIR

29 Juillet 2018

http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/29/c_137354407.htm

Regional energy experts set to meet in Kenya on sustained markets

Energy experts from Eastern and Southern Africa including Indian Ocean region are set to meet in Nairobi from Monday to seek ways of enhancing energy market sustainability, organizers said on Saturday.

The four-day meeting organized by Africa's largest trading bloc, the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) will review progress on the implementation of the project's first-year work program (2017-2018) and adopt the work plan and budget for the second year 2018-2019.

The meeting comes as five regional economic communities have begun implementing a new project on enhancing energy market sustainability. The Enhancement of a Sustainable Energy Market in Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean (EA-SA-IO) region (ESREM) is a 7 million euros project funded by the European Union.

"The overall objective of the project is to create a regional energy market that is conducive to investment and sustainable energy development," COMESA said in a statement issued in Nairobi. "ESREM is a 7 million euros project funded by the EU to address market governance and regulatory related challenges affecting the implementation of energy development projects in the region," it said.

The project will run for four years since the signing of the grant delegation agreement with COMESA in May 2017. Members of the Project Steering Committee that will meet in Nairobi comprise of energy experts from five participating regional economic communities (RECs) - COMESA, the East African Community (EAC,) Intergovernmental Authority on Development (IGAD), the Southern Africa Development Community (SADC) and the Indian Ocean Commission (IOC).

Others are the regional associations of energy regulators, the Regional Power Pools, Renewable Energy and Energy Efficiency Centres and the European Union Delegations to the three sub-regions.

According to the bloc, prior to the energy experts meeting, an awareness training for regional journalists and communication experts from the participating organizations will be conducted on Monday as part of the project's communication and visibility strategy.

"Communication experts from the RECs, ministries of energy, energy associations and power pools will participate in the one-day training and visit a renewable energy project. Journalists from Kenya, Uganda, Tanzania, Rwanda, and Burundi will also attend the training," it said.

Editor: Mu Xuequan

Harmonized Regulatory Frameworks Key to Vibrant Regional Energy Market



Inadequate regulatory environments and governance challenges facing the energy sector in the eastern and southern Africa region have undermined efforts to attract investment in the region.

Assistant Secretary General in charge of programmes at COMESA, Dr Kipyego Cheluget told a meeting of communication experts and journalists that poor market governance and regulatory challenges continue to hinder implementation of energy projects especially with respect to renewable energy and private sector participation.

The meeting brought together communications experts, journalists and energy experts from five Regional Economic Communities, Regional Association of Energy Regulators, Regional Power Pools, Renewable Energy, Energy Efficiency Centres and regional power pools.

His speech was presented by the Chief Executive Officer of the COMESA, Regional Association of Regulatory Authorities in the Eastern and Southern Africa (RAERESA) Dr Mohamedain Seif Elnasr, today in Nairobi.

"The region has enormous unexploited natural resources required for power sector development," he observed. "However, renewable energy resources such as solar, wind, geothermal, bioenergy, etc, which are yet to be harnessed, are found all over Africa, taking into account that they are site specific."

It is against this background, he said, that COMESA, through RAERESA, is implementing the EU funded Action on 'Enhancement of a Sustainable

Regional Energy Market in the Eastern Africa-Southern Africa- Indian Ocean region' (ESREM).

ESREM is a seven million euros project funded by the European Union following the signing of the grant agreement in May 2017. It is being implemented in member States of the COMESA, the EAC, IGAD, SADC and the Indian Ocean Commission. Its objective is to harmonize regulatory frameworks and capacitate regional energy regulators and power pools to foster a vibrant energy market.

To demonstrate the energy crisis in the region, Dr Cheluget, said Africa has an average electrification rate of 24%, while the rate in the rest of the developing world lies closer to 40%. "Even in the areas covered by the electrical grid, power is often unreliable. Perhaps a confounding variable of these trends is that less than 1% of the electricity generated in the Africa originates from renewable energy resources," he said.

The Secretary for Electrical Power Development, Ministry of Energy, Kenya, Eng. Julius Mwathani said increase in renewable energies use is hampered by access to finance, knowledge and technologies.

To fully harness the countries renewable energy potential, Eng. Mwathani said collaborative efforts was critical among stakeholders.

The representative of the European Union Delegation to Kenya Mr. Jean-Noel Gangloff, said the key aspirations of the ESREM project was 'to drive predictability in the market for investors, stability in the supply of energy for consumers and efficiency as well as sustainability in the exploitation of energy resources for electricity production.

The training of communications professionals is intended to raise public awareness on ESREM project and energy development programmes in the three sub regions of Africa. The training ends, Tuesday July 31, 2018 with a visit to the wind power project at the Ngong Hills near Nairobi City.

EABW Editor

THE CITIZEN

01 Août 2018

http://www.thecitizen.co.tz/News/African-economic-blocs-in-Sh819m-energy-pool-deal/1840360-4691870-ill30w/index.html

African economic blocs in Sh819m energy pool deal



Renewable energy resources such as solar, wind, geothermal, and bioenergy are found all over Africa. FILE PHOTO | NMG

The Enhancement of a Sustainable Energy Market in the Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean (EA-SA-IO) region project is being funded by the EU in the tune of seven million Euros (Sh819 million).

Five African economic blocs plan to jointly set up a power pool that will use regional infrastructure to create a common energy market. The Enhancement of a Sustainable Energy Market in the Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean (EA-SA-IO) region project is being funded by the EU in the tune of seven million Euros (Sh819 million). The overall objective of the project is to create a regional energy market that is conducive to investment and promotes sustainable development.

"The region has enormous unexploited natural resources required for power sector development," said Kipyego Cheluget, Assistant Secretary General in charge of programmes at Comesa. "Renewable energy resources such as solar, wind, geothermal, and bioenergy, which are yet to be harnessed, are found all over Africa" Dr Cheluget said.

He said that an inadequate regulatory environment and governance challenges have undermined efforts to attract investment. "Regulatory challenges continue to hinder implementation of energy projects, especially with respect to renewable energy and private sector participation," he said during a meeting in Nairobi that brought together communications and energy experts from member states.

The programme, which is being implemented by Comesa, follows the signing of an agreement with EU officials in May 2017. It is being implemented in member States of the Comesa, the EAC, Igad, SADC and the Indian Ocean Commission.

Its objective is to harmonise regulatory frameworks and enable energy regulators and power pools to foster a vibrant regional energy market. Dr Cheluget said that Africa has an average electrification rate of 24 per cent while the rest of the developing world is close to 40 per cent. "Even in areas covered by the electricity grid, power is often unreliable. A confounding variable of this trend is that less than one per cent of the electricity generated in Africa originates from renewable energy resources," he said.

Julius Mwathani, Secretary for Electrical Power Development in the Ministry of Energy, said an increase in renewable energy use is hampered by lack of access to finance, knowledge and technology. Mr Mwathani said that collaborative efforts are critical among stakeholders if they arde to fully harness their countries' renewable energy potential.

Les entreprises aux Seychelles visent à réduire l'utilisation des combustibles fossiles dans une nouvelle initiative



Les entreprises aux Seychelles visent à réduire l'utilisation des combustibles fossiles dans une nouvelle initiative. (Agência Brasil/Wikimedia) Photo License: (CC BY 3.0 BR)
Photo license

Plus de deux douzaines de cadres des Seychelles dont les entreprises dépensent énormément en énergie produite à partir de combustibles fossiles importés se sont joints aux représentants de l'État afin de lancer un projet visant à réduire leurs factures d'électricité de 30%.

Trente dirigeants d'entreprises et ingénieurs ont déclaré qu'ils se félicitaient de la campagne financée par l'Union européenne pour réduire l'énergie à base de pétrole, ajoutant que les économies en énergie stimuleraient leur production et leur capacité à embaucher plus de travailleurs.

Le principal responsable de la Commission de l'énergie des Seychelles, Cynthia Alexander, a déclaré vendredi que "le projet mené par la Commission de l'océan Indien est d'aider les entreprises à économiser une partie de l'énergie électrique qu'elles consacrent à la réfrigération et à la climatisation."

Mme. Alexander a déclaré que "des consultants et des experts techniques seront recrutés pour effectuer des audits énergétiques dans le secteur commercial", un exercice que, Mme. Alexandre ajoute, "est coûteux et où il est assez difficile d'engager des personnes qualifiées".

"Sauver autant d'énergie ne sera pas seulement bénéfique pour la planète à travers la conservation mais aussi pour nos entreprises", a déclaré à la SNA le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Seychelles, Oliver Bastienne.

M. Bastienne a déclaré que le coût de l'électricité pour les entités commerciales aux Seychelles est l'un des plus élevés au monde et « contribue considérablement au coût élevé des industries manufacturières ou productives, du tourisme et des services ainsi que des activités de vente aux Seychelles ».

Mamy Razanajatovo, de la commission de l'énergie de la nation insulaire, a déclaré à la SNA que les Seychelles sont "la deuxième nation insulaire de l'océan Indien à lancer une telle initiative et nous espérons pouvoir imiter nos voisins du sud, Maurice, dont les industries ont réussi à réduire leurs dépenses sur la réfrigération et la climatisation en moyenne de 30 pour cent. "

L'événement de lancement du projet a eu lieu vendredi au Savoy Resort dans le nord-ouest de l'île principale des Seychelles, Mahé. Des représentants de l'île Maurice, de Madagascar et des Comores, dont les nations sont aux premières étapes de la planification de projets similaires, ont également assisté à l'événement.

Raj Makoond de Business Mauritius a expliqué aux délégués comment son pays a d'abord étudié les efforts de conservation de l'énergie à la Réunion et lancé une campagne de sensibilisation publique dans son pays. M. Makoond a déclaré que la production d'électricité à partir de sources renouvelables devrait aller de pair avec l'économie d'énergie.

À l'exception d'une petite quantité provenant de turbines éoliennes, les Seychelles - un groupe de 115 îles dans l'océan Indien occidental - produisent la plus grande partie de leur électricité en générateurs fonctionnant à partir de produits pétroliers importés, ce qui a souvent une incidence directe sur le coût de la vie.

"La hausse de l'inflation est principalement attribuable à une augmentation du coût du carburant et des services publics, pesant lourdement sur notre panier", a déclaré le directeur général du Bureau national des statistiques, Laura Ah-Time.

Mme Alexander a indiqué que la commission travaille également avec des particuliers pour les aider à identifier les appareils consommant le plus d'énergie dans leurs maisons, ajoutant que les Seychellois importants du matériel écoénergétique seront exemptés de la TVA.

« Nous disposons de petits compteurs que les consommateurs peuvent raccorder à chaque appareil de la maison pour qu'ils sachent exactement quelle quantité d'énergie a été utilisée par un appareil en particulier au cours d'une période donnée », a déclaré Mme. Alexander.

Par : George Thande, édite par : Sharon Ernesta et traduit par Rudie Bastienne

COI et ses Projets

Energie Renouvelable

01 Août 2018

https://www.todayinseychelles.com/

TODAY in Seychelles

Programme Régional d'Efficacité Energétique

Les entreprises Seychelloises séduites par le projet pilote d'efficacité énergétique

Une trentaine de sociétés ont assisté à l'atelier de lancement de cartographie détaillée de l'usage de froid le vendredi 27 juillet aux Seychelles. Cette forte participation est de bon augure pour un projet qui recèle un gros potentiel en termes d'économies d'énergie dans un pays ou le prix de d'électricité pèse lourd dans les couts de fonctionnement des entreprises.

Un constat : les grands consommateurs d'énergie représentent 73% de la consommation électrique aux Seychelles, soit 141.5 millions de kWh/an sur un total de 195 millions de kWh/an (sachant que plusieurs grands hôtels produisent leur propre électricité). C'est ce qu'une étude financée par l'Union européenne (UE) et l'AFD en 2015 a révélé. Etant donné que la réfrigération et la climatisation constituent une part importante de leurs besoins en énergie, il était normal que le Programme Régional d'Efficacité Energétique (PREE) du programme ENERGIES, qui est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et financé par l'UE, choisisse de cibler ces activités pour promouvoir une utilisation énergétique raisonnée. Et le jeu en vaut la chandelle ; selon certaines estimations des économies d'énergies de 10% permettraient à l'économie seychelloise d'économiser plus de SCR100 millions par an boostant du même coup la compétitivité des entreprises locales.

Inspiré du Programme National d'Efficacité Energétique (PNEE) mauricien, mis en œuvre par le ministre de l'Energie et des services publics et Business Mauritius, le PREE vise, avec l'appui de ce dernier, à développer une culture d'efficacité énergétique dans les entreprises de la région. Fondé dans un premier temps sur des audits et des cartographies énergétiques, selon l'état d'avancement du pays en la matière, le PREE permet aux entreprises de disséquer leur consommation énergétique pour ensuite prendre des mesures pour réduire celle-ci. Celles-ci sont comprennent aussi bien de « quick wins » nécessitant peu ou pas d'investissements, que des programmes plus complets. En effet, les entreprises peuvent par la suite décider d'investir dans des équipements et systèmes plus performants pour décupler leur efficacité énergétique (le PNEE mauricien avait décider de cibler des grandes entreprises du fait de leur capacité d'investissement plus important).



Cet évènement a vu la participation d'une trentaine de sociétés publiques et privées

Le PREE accompagne ces entreprises tout le long du processus à travers des campagnes de sensibilisation, des lignes de crédit, des études de faisabilité et des formations. Aux Seychelles, le choix de mettre l'accent sur l'usage du froid s'est révélée comme un évidence, étant donné qu'une cartographie détaillée avait déjà été effectuée en 2015. Mais fallait-il encore recruter une dizaine d'entreprises pour faire partie de l'étude technique sur l'usage du froid. L'étude de lancement de ce projet pilote a donc eu lieu au Savoy Resort & Spa a Beau Vallon, Mahé. Avec le soutien de la Seychelles Energy Commission (SEC) et la Seychelles Chamber of Commerce and Industry (SCCI), cet évènement a vu la participation d'une trentaine de sociétés publiques et privées, dont certains des plus grands consommateurs d'énergie du pays, a l'instar de Indian Ocean Tuna, Seychelles Breweries et la Société Seychelloise d'Investissement (SSI), l'instrument d'investissement du gouvernement qui gère une dizaine d'entreprises publiques.

« Nous savons que rendre les bâtiments et des équipement plus efficaces en termes d'énergie est l'un des moyens les plus simples pour créer des emplois, économiser de l'argent et réduire les polluants qui contribuent aux changement climatique. Cela permettra aux entreprises de faire des économies de plusieurs millions de roupies, qui pourront ensuite être réinvesties dans croissance et le recrutement du personnel. Les entreprises comme celles présentes aujourd'hui savent qu'économiser de l'énergie est bénéfique non seulement pour la planète mais les affaires aussi », a lancé le président de la SCCI, Oliver Bastienne. Pour sa part, Raj

(Continued on Page 9)

Les entreprises Seychelloises séduites par le projet pilote d'efficacité énergétique

(Continued From Page 7)

Makoond, le président du PREE du côté de Business Mauritius, s'est appesanti sur la nécessité de mettre en place les processus appropriés pour assurer le développement d'une culture d'efficacité énergétique au sein des entreprises, notamment par le biais d'un comité de pilotage public-privé. « L'implication des entreprises est extrêmement importante », a-t-il fait valoir.

Les entreprises présentes à l'atelier auront jusqu'au 27 aout 2018 pour soumettre leurs applications pour faire partie du projet pilote. S'ensuivront des visites techniques dans les dix sociétés retenues et l'élaboration des Termes de Reference spécifiques à chacune de celles-ci, dépendant de leurs activités et besoins en octobre 2018. Un expert en systèmes de réfrigération et de climatisation sera recruté pour effectuer des diagnostics entre décembre 2018 et mars 2019. Des campagnes de formation et de sensibilisation seront ensuite offertes aux entreprises participantes. Finalement, il incombera au comité de pilotage de décider de la marche à suivre pour assurer la pérennisation de cette démarche.



Les entreprises présentes à l'atelier auront jusqu'au 27 aout 2018 pour soumettre leurs applications pour faire partie du projet pilote

Mais pour l'heure, l'atelier de lancement semble avoir atteint son objectif, notamment susciter l'intérêt des entreprises seychelloises pour ce projet d'efficacité énergétique. Le directeur général de la Seychelles Energy Commission, Tony Imaduwa, l'a décrit ainsi : « Des projets comme celui-ci peuvent rendre l'efficacité énergétique plus attrayante pour les entreprises ». Dennis Grit de Refrigeration Systems Seychelles a expliqué sa participation à l'atelier de lancement de la manière suivante : « On voulait en savoir plus sur ce projet car nous voulons aller de l'avant avec l'introduction de mesures qui pourraient améliorer l'efficacité énergétique et aligner les Seychelles avec d'autres pays de la région ». Alors que Curtis Houareau de la SSI résume sa participation ainsi : « Notre facture d'électricité est très élevée et nous voulons réduire nos couts opérationnels. Pour cela il faut regarder notre efficacité énergétique. Nous envisageons donc de participer au projet pilote ».

Même son de cloche du côté de Samir Monthy de Seychelles Breweries : « Nos objectifs en matière d'efficacité énergétique ont été rehaussés cette année-ci. Il nous faut les atteindre. Ce projet pourrait nous aider à le faire ». Ces commentaires, ainsi que la forte participation à l'atelier de lancement démontrent que le projet de cartographie détaillé de l'usage du froid aux Seychelles a de bonnes chances de placer l'efficacité énergétique au centre des préoccupations pour bon nombre d'entreprises.

COI-Madagascar : le programme Presan à la loupe



Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Harison Randriarimanana et le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Hamada Madi Boléro ont abordé, lundi dernier, la mise en œuvre du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Presan/ 2017-2022). Ils ont rediscuté à cette occasion, de l'organisation de la Conférence des ministres de l'agriculture de la COI qui aurait dû avoir lieu en mai dernier.

Le Presan a comme objectif de promouvoir l'augmentation de la productivité, la compétitivité et le commerce inter iles en matière de produits agricoles d'intérêt communautaire ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie. Cela permettra aussi de réduire la pauvreté dans les États membres, notamment les Comores, La Réunion, Maurice, Seychelles et Madagascar.

R.R.

THE CITIZEN

01 Août 2018

http://www.thecitizen.co.tz/News/1840340-4692266-1jrbeoz/index.html

War on Indian Ocean piracy cost Sh140 billion last year



Participants at the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia meeting. PHOTO | EUNICE MURATHE

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) said the figures were the latest from Oceans Beyond Piracy (OBP), a programme of the One Earth Future Foundation.

About $1.4 billion (Sh140 billion) was spent on the war on piracy in the Western Indian Ocean bloc last year, a team formed to find ways of fighting the menace says.

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) said the figures were the latest from Oceans Beyond Piracy (OBP), a programme of the One Earth Future Foundation. The foundation is a privately funded non-profit organisation based in Colorado, USA. The cost includes money paid by shipping operators for increased insurance due to piracy, labour, armed guards and other protection measures, ransom paid by insurers and the cost of naval deployments.

More than 200 participants from 50 countries and organisations met in Nairobi mid last month to discuss a global approach to combat maritime

piracy. The forum was organized by the Indian Ocean Commission (IOC), CGPCS, the Kenyan government and the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC).

Participants reiterated the commitment of the region and the international community to fight piracy and its root causes. The economic cost of piracy caused by groups in Somalia increased to $1.7 billion (Sh170 billion) in 2016, from $1.3 billion (Sh130 billion) in 2015.

The cost had been trending downwards from $7 billion (Sh700 billion) in 2010 due to counter-piracy measures. The 21st plenary session of the CGPCS chaired by Mauritius Foreign Affairs minister and IOC chair Vishnu Lutchmeenaraidoo was an opportunity to assess the status of maritime piracy in the Western Indian Ocean.

Representatives of EU NAVFOR Somalia and Combined Maritime Forces (CMF) identified rare cases of piracy since the resurgence of attacks at the beginning of 2017 — namely two attacks in November 2017; the alleged perpetrators are awaiting trial in the Seychelles — and one attack at the beginning of this year. "We must not ease our efforts," stressed Lucthmeenaraidoo. Members of the Contact Group and the EU vouched for the extension of the mandate of the EU NAVFOR mission until December 2020.

EU NAVFOR Somalia, also known as Operation Atalanta, is a counter-piracy military operation at sea off the Horn of Africa. Furthermore, participants stressed the importance of stopping the threat of piracy. The mission will also be given a broader mandate to cover all crimes and threats directly related to piracy.

Kenya’s Defence secretary Raychelle Omamo urged for heightened war on terrorism and piracy saying they were connected. "We must fight these ills — piracy and terrorism — in tandem because in many ways terrorism extends into the waters through piracy and piracy extends to land through terrorism," she said.

Mr Lutchmeenaraidoo added: "We cannot fight effectively nor permanently remove piracy if we do not tackle all the crimes and threats that feed on or are fuelled by piracy. “That is why I suggested that we start thinking about the possible extension of the mandate of the Contact Group and that the outcomes be submitted to the next plenary session for debate.”

"Members of CGPCS have confirmed the usefulness of this forum which allows the exchange of on-going initiatives and offers a comprehensive outlook on the activities of the fight against piracy," a statement from CGPCS said. It noted that maritime security is emerging as a key issue of development in eastern and southern Africa.

Foreign Affairs secretary Monica Juma said maritime security is key to the growth of the blue economy.

"It is becoming a very important foundation for strategies to create the blue economy as a new pillar of prosperity for coastal communities and for improving their livelihoods," said Ms Juma. IOC secretary-general Hamada Madi added: "The potential of the blue economy for growth and social progress will emerge only if we are able to collectively provide safety at sea with the support of our partners in the international community.

"The CGPCS is thus an expression of a common goal to cooperate not only for regional stability crucial for development in eastern and southern Africa, but also for the security of sea routes in the Indian Ocean among the most important for international trade." The next plenary session of CGPCS will be held in 2019.

By Business Daily

HELLENIC SHIPPING NEWS WORLDWIDE
Online Daily Newspaper on Hellenic and International Shipping
Leaders in global shipping news for over 10 years

https://www.hellenicshippingnews.com/war-on-indian-ocean-piracy-cost-sh140-billion-last-year/